

L'avenir de l'audiovisuel public préoccupe les professionnels

En trois heures de débat télévisé mardi soir entre les deux candidats à l'Elysée, il n'a guère été question de médias, d'audiovisuel, de politique culturelle,... Tout juste une petite passe d'armes sur le numérique, l'un vantant les start-up qui réussissent, les « licornes » françaises ; l'autre déplorant les exclus tenus à l'écart dans des zones blanches faute de réseaux performants.

Rien non plus sur la liberté de l'information et sa manipulation : juste une allusion d'Emmanuel Macron à l'intervention de la Russie sur Internet dans sa campagne de 2017.

Sur l'audiovisuel public, que l'un veut priver du financement affecté par la redevance, tout comme l'autre qui veut aussi le privatiser dans l'Hexagone et le réduire à sa composante extérieure pour faire « rayonner » la France : pas un mot quand 6,6 millions de téléspectateurs étaient devant France 2 -(7,4 M devant TF1)

Pourtant, si le pouvoir d'achat est censé être la préoccupation numéro 1 d'une majorité d'électeurs, l'avenir et le financement de l'audiovisuel public est bien LE grand sujet qui préoccupe les professionnels de nos secteurs.

C'est ce qui apparaît à travers la quinzaine de réponses reçues à la question posée par NPA sur les attentes du secteur envers le futur locataire de l'Elysée - **Quelle est, selon vous, la mesure prioritaire à prendre pour l'avenir de votre secteur ?** - regroupées dans ce numéro.

Qu'ils réclament une clarification - « A financement privé, audiovisuel privé. A financement public, audiovisuel public » comme le Bureau de la radio, représentant des grandes radios privées, ou contraire un renforcement et une prévisibilité des ressources, comme les représentants de producteurs, des auteurs... , leurs réactions démontrent le rôle structurant de l'audiovisuel public pour toute une filière. Rôle qu'on ne saurait réduire aux 138 euros (88 en outre - mer) de redevance acquitté par les foyers français.

En radio, la dernière vague d'enquête Médiamétrie publiée le 21 avril place toujours France Inter, en tête des audiences, preuve qu'il existe un public pour des médias de services publics.

La votation suisse organisée en mars 2018 pour ou contre la redevance, avait donné lieu à un vaste débat citoyen et la redevance a été approuvée, bien que réduite dans son montant.

S'il est réélu, Emmanuel Macron rouvrira-t-il le chantier abandonné en mars 2020 d'une vaste réforme de l'audiovisuel public et d'un grand débat sur le sujet.? Le sujet ne semble plus d'actualité.

D'autres urgences sont à traiter notamment celle de la régulation des plateformes, déjà entamée, mais qu'il faudra poursuivre comme le souligne le président de l'Arcom.

Il y a fort à parier que l'avenir de l'audiovisuel public reste dans le flou.